



# Conseil de sécurité

## CS/10497

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Conseil de sécurité**  
6692<sup>e</sup> séance – matin

**CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES  
POLITIQUES EXHORTE LES PARTIES À METTRE FIN À L'ESCALADE  
DES TENSIONS AU MOYEN-ORIENT**

**Préoccupé par la relance de la colonisation, il déplore l'aggravation du cycle des  
violences et appelle Israéliens et Palestiniens à reprendre des pourparlers directs**

Le Conseil de sécurité a entendu, dans la matinée, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco, qui lui a présenté un exposé sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

M. Fernandez-Taranco a souligné que des progrès crédibles dans la recherche de la paix entre Israël et les Palestiniens étaient « plus urgents que jamais, mais qu'ils demeuraient peu probables dans un contexte marqué par des tensions sur le terrain, une méfiance profonde entre les parties et une dynamique régionale volatile ». Au cours du mois écoulé, des incidents violents ont éclaté à un rythme inquiétant, a-t-il constaté, en notant « une nouvelle escalade dangereuse à Gaza ».

« La réalisation de la solution à deux États n'a pas progressé, ce qui a érodé les espoirs et mis en exergue la nécessité urgente, pour les deux côtés, de s'engager, sans plus tarder, dans de sérieuses négociations de fond en vue de résoudre toutes les questions relatives au statut final, a déclaré M. Fernandez-Taranco, avant d'indiquer que les efforts visant à aider les parties à reprendre les pourparlers directs se poursuivaient.

Ainsi, le 14 décembre, les Envoyés du Quatuor et le Représentant du Quatuor, M. Tony Blair, ont tenu une troisième série de réunions séparées avec les négociateurs israéliens et palestiniens. Les envoyés ont réitéré la déclaration faite le 23 septembre par le Quatuor et mis en relief l'importance de l'objectif de parvenir à des pourparlers directs entre les parties, sans délais ni conditions préalables. Ceci devrait commencer par une réunion préparatoire susceptible de déboucher sur la présentation de propositions globales concernant les questions territoriales de sécurité, a indiqué M. Fernandez-Taranco.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a insisté sur la nécessité d'une réduction des tensions et jugé encourageant qu'au cours des dernières rencontres avec les Envoyés du Quatuor, tant Israéliens que les Palestiniens, avaient manifesté leur volonté de réfléchir, d'une manière constructive, à des mesures réciproques à même d'aider à une baisse des tensions. Il a également annoncé que les Envoyés intensifieront leurs efforts en vue d'aider les parties dans cette optique.

M. Fernandez-Taranco a toutefois noté que si le drapeau palestinien avait été levé, le 13 décembre au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Paris, l'Autorité palestinienne n'avait pas pris, pour autant, d'autres mesures en vue de devenir membre d'autres organes ou agences spécialisées des Nations Unies. Il a aussi relevé que le Gouvernement israélien avait décidé, le 30 novembre, de reprendre le transfert des recettes fiscales et douanières dues à l'Autorité palestinienne et dont le versement avait été suspendu après le vote à l'UNESCO.

M. Fernando-Taranco a relevé que, pendant la période considérée dans le rapport fait au Conseil aujourd'hui, une série d'événements se sont produits qui sont un motif de profonde préoccupation. Il a, à cet égard, fait référence à l'annonce, par Israël, de nouvelles constructions de colonies, et notamment, à l'approbation, le 27 novembre, d'un plan de construction de 119 unités de logement dans la colonie de Shilo, en Cisjordanie. D'autre part, le 7 décembre, des permis de construction concernant 14 unités de logement dans le quartier de Ras-al Amoud, à Jérusalem-Est, ont été approuvés, a fait remarquer le Sous-Secrétaire général.

Le 17 décembre, le Gouvernement israélien a annoncé son intention de lancer des appels d'offres pour la construction de 1 028 unités d'habitation dans les colonies de Har Homa, Beitar Illit, et Givat Ze'ev, a-t-il poursuivi. M. Fernandez-Taranco a rappelé, à cet égard, que le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, avait réaffirmé, le 12 décembre, que toutes les constructions de colonies dans le Territoire palestinien occupé étaient contraires au droit international et aux obligations incombant à Israël en vertu de la Feuille de route. Les constructions, préjudiciables aux négociations sur le statut final, doivent donc cesser, a-t-il rappelé.

M. Fernandez-Taranco a ensuite jugé profondément troublant que les attaques lancées par les colons israéliens contre les civils palestiniens soient devenues systématiques. Il a notamment fait état d'un attentat au cours duquel une mosquée a été incendiée dans le village de Barqa, près de Ramallah, le 15 décembre, et de la désacralisation d'une autre mosquée, commise dans les environs d'Hébron, ce 19 décembre.

Il s'est félicité de la condamnation vigoureuse de ces actes de violence par le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, et de son intention déclarée de veiller à ce qu'ils ne se reproduisent plus.

Évoquant les manifestations régulières contre le mur en Cisjordanie occupée, le Sous-Secrétaire général a fait état de nombreux incidents violents entre les manifestants et les forces de l'ordre israéliennes et a souligné, d'une part, que le droit de manifester pacifiquement devait être respecté, et que les manifestations devaient rester strictement non violentes, d'autre part.

M. Fernandez-Taranco a notamment rappelé que le 18 décembre, 550 prisonniers, y compris 55 mineurs et six femmes, avaient été relâchés, dans le contexte de la deuxième phase de l'accord d'échange de prisonniers conclu pour la libération du soldat israélien capturé, Gilad Shalit.

À Gaza et dans le sud d'Israël, « nous assistons à une grave détérioration de la situation sécuritaire », a déploré le Sous-Secrétaire général. Ainsi, le 7 décembre, un militant du Jihad islamique a été tué et un autre grièvement blessé par un missile tiré par l'armée de l'air israélienne. Le lendemain, une autre attaque aérienne a tué deux militants dans la ville de Gaza et blessé 10 civils, a-t-il précisé, en expliquant qu'Israël avait indiqué que ces militants avaient été impliqués dans des attaques contre Israël et en planifiaient d'autres.

M. Fernandez-Taranco s'est également inquiété de l'intention d'Israël d'imposer des taxes à la Banque de Gaza et à la Banque islamique de Palestine, ainsi que par l'interdiction de voyager imposée à des hauts cadres bancaires palestiniens. « Le fonctionnement régulier du secteur bancaire est vital pour l'économie de Gaza », a-t-il affirmé, en arguant que les Nations Unies comptaient sur les services financiers des institutions bancaires citées pour leurs opérations à Gaza.

Le Sous-Secrétaire général a également cité la série de réunions débutées au Caire, à la fin de la semaine écoulée, entre les factions palestiniennes, dans le but de faire avancer la réconciliation palestinienne.

« Nous continuerons à appuyer les efforts de réconciliation dans le cadre des engagements de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), des positions du Quatuor et de l'Initiative de paix arabe », a-t-il dit à cet égard.

Il a rappelé que le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, M. Frank La Rue, avait effectué, du 6 au 17 décembre, une visite dans le Territoire palestinien occupé et en Israël. Il s'agissait de la première visite d'un titulaire de mandat spécial du Conseil des droits de l'homme. M. La Rue a présenté ses conclusions finales et ses recommandations, le 18 décembre, à Jérusalem, a indiqué M. Fernandez-Taranco.

Abordant la situation au Liban, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a déclaré que le Secrétaire général de l'ONU avait condamné les nombreux incidents survenus dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) depuis la dernière présentation faite au Conseil de sécurité sur cette question.

Les autorités libanaises et les politiciens de tous bords au Liban ont condamné ces incidents, qui constituent des tentatives visant à saper la résolution 1701 (2006) du Conseil et de déstabiliser la situation dans le Sud-Liban, a-t-il déclaré. Les enquêtes sur tous ces incidents se poursuivent, et les Forces armées libanaises et la FINUL ont intensifié leurs activités, tant individuelles que conjointes, pour éviter que de tels incidents se reproduisent, a dit le Sous-Secrétaire général. D'un autre côté, les survols israéliens de l'espace aérien libanais continuent d'une manière quasi quotidienne, et aucun progrès n'a été enregistré quant aux questions en suspens figurant dans la résolution 1701, a déploré le Sous-Secrétaire général.

Comme note positive, M. Fernandez-Taranco a relevé avec satisfaction l'annonce faite, le 30 novembre, par le Premier Ministre libanais, M. Najib Mikati, concernant le transfert de la contribution libanaise au budget du Tribunal spécial pour le Liban, ceci au titre de l'année fiscale 2011. Le Secrétaire général a salué ce pas important et s'est déclaré confiant que le chef du Gouvernement libanais continuera à respecter ses obligations internationales, a indiqué M. Fernandez-Taranco.

La situation à l'intérieur du camp d'Aïn el-Hilweh, qui abrite des réfugiés palestiniens à Saïda, demeure tendue à l'issue des deux tentatives d'assassinat menées contre des garde-corps de chefs de file locaux de l'OLP et des affrontements entre factions palestiniennes. Deux garde-corps du Colonel Mahmoud Issa, chef de file de la Lutte armée palestinienne, ont été tués les 14 et 18 décembre.

« La situation en Syrie demeure source de préoccupation profonde et croissante », a ensuite déclaré le Sous-Secrétaire général en rappelant que le Conseil avait été saisi du rapport de la Commission internationale d'enquête, et que la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, avait fait le point, le 12 décembre, devant le Conseil, sur les violations continues des droits de l'homme en Syrie.

« Au cours des derniers jours, les manifestations populaires ont fait l'objet d'une violente répression, ce qui a fait de nombreux morts, blessés et détenus. Il est également fait état d'une confrontation armée accrue entre les forces gouvernementales et l'opposition, a-t-il indiqué, en soulignant l'inquiétude croissante concernant les répercussions humanitaires de la crise sur les civils en Syrie.

M. Fernandez-Taranco a rappelé « l'initiative louable de la Ligue des États arabes pour faire cesser la violence et promouvoir une solution politique », et s'est dit encouragé par la signature, hier au Caire, d'un protocole visant à l'envoi d'observateurs de la Ligue des États arabes en Syrie. « Nous espérons que la communauté internationale sera en mesure d'agir d'une manière cohérente et concertée dans l'appui de ces efforts en vue d'une résolution pacifique de la crise », a déclaré le Sous-Secrétaire général.

D'autre part, les Nations Unies continuent de surveiller l'afflux de citoyens syriens déplacés au nord Liban, a-t-il indiqué. Au 16 décembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Gouvernement libanais avaient enregistré 4 510 personnes déplacées, par rapport à 3 581 le mois dernier. M. Fernandez-Taranco a largement attribué cette augmentation au fait que des personnes qui étaient déjà entrées au Liban depuis un certain temps venaient juste de s'inscrire. En outre, la Turquie et la Jordanie ont respectivement accueilli environ 8 500 et 2 000 déplacés, et le nombre de blessés admis dans les hôpitaux libanais du fait des combats a également augmenté, a-t-il relevé.

En guise de conclusion sur l'état du processus de paix au Moyen-Orient, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a réitéré qu'« alors qu'on approche de la fin de l'année, la situation sur le terrain se détériore et que la « voie vers la paix demeure dangereusement incertaine ».

« Nous ne devons pas permettre à cette dynamique négative de prévaloir, car les enjeux sont énormes », a-t-il déclaré » en estimant que le défi à relever consiste à assister les parties à surmonter les obstacles. M. Fernandez-Taranco a exhorté ces parties à « saisir l'opportunité fournie par le Quatuor pour réduire les tensions et reprendre des pourparlers directs sur la base de propositions sérieuses sur les questions des frontières et de la sécurité, et mettre fin aux provocations ».

À l'issue de cette présentation de M. Fernandez-Taranco, le Conseil s'est réuni en consultations privées pour examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**